



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'EURE

Arrêté n° D3/B4-07-197 du 12 octobre 2007 prescrivant l'engagement d'une procédure de consignation à l'encontre Maître GUERIN en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société Usines de Navarre SA à Evreux

LE PREFET DE L'EURE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU :

Le code de l'environnement, Livre 5 – Titre 1^{er},

Le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Les arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 07 juillet 2006 et 20 mars 2007

Le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 06 septembre 2007 relatif à un contrôle effectué le 27 août 2007, sur le site des anciennes Usines de Navarre à Evreux,

Considérant que l'exploitant ne respecte toujours pas les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 20 mars 2007, à savoir que :

- des déchets sont encore présents sur le site,
- N (- le dossier présentant les méthodes et techniques de traitement mises en place pour procéder au nettoyage final des bâtiments et réhabiliter le site n'a pas été remis,
- N (- à l'extérieur du site, le recensement des zones sensibles, la définition d'un plan d'échantillonnage et la réalisation d'échantillons n'ont pas été effectués
- ✓ (- les investigations complémentaires sur le site n'ont pas été réalisées
- ✓ (- la surveillance mensuelle de la qualité des eaux de la nappe n'a pas été mise en place

Considérant que l'exploitant ne respecte toujours pas les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 7 juillet 2006, à savoir la mise en place d'un gardiennage permanent dans l'atelier Barre et l'atelier Fonderie,

Cette situation présente des risques vis à vis de l'environnement de l'établissement concerné, et qu'il convient d'y mettre un terme,

Le courrier du 06 septembre 2007 informant Maître GUERIN de la proposition d'engagement d'une procédure de consignation,

La réponse de Maître GUERIN en date du 18 septembre 2007,

Considérant en conséquence qu'il y a lieu de faire application des dispositions prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

- A R R E T E -

Article 1er - La procédure de consignation prévue au 3^{ème} alinéa de l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement est engagée à l'encontre de Maître GUERIN en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société Usines de Navarre SA située sur la commune d'EVREUX.

A cet effet, un titre de perception d'un montant total de 97 000 euros, (dont 77 000 correspondant à l'enlèvement des déchets), sera émis en vue du recouvrement par le Trésorier Payeur Général.

Article 2 - Il sera, le cas échéant, procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances étrangères à l'impôt et aux domaines.

Article 3 - La restitution de la somme consignée pourra avoir lieu au fur et à mesure de l'exécution des travaux, après avis de l'Inspecteur des installations classées.

Article 4 - En cas d'inexécution des travaux, et déclenchement de la procédure de travaux d'office prévue à l'article L 514-1 du code de l'environnement, l'intéressé perdra le bénéfice des sommes consignées. Ces dernières pourront alors être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures demandées.


Article 5 - Il pourra être éventuellement fait application des autres sanctions prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

Article 6 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, à compter de la notification du présent arrêté.

Article 7 - M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, M. le trésorier payeur général de l'Eure et M. le maire d'Evreux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant par la voie administrative, et dont copie sera adressée à l'inspecteur des installations classées (D.R.I.R.E. - Eure).

Evreux, le 12 OCT. 2007

Le Préfet
pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Thierry SUQUET